



24 novembre 2015

Les personnels de l'Enseignement Agricole Public feront entendre leur voix

Communiqué de presse

Après les attentats qui ont frappé notre pays mi-novembre, pourquoi avoir maintenu une journée d'action intersyndicale en faveur de l'Enseignement Agricole Public le mardi 24 novembre ?

Sans doute parce que les éducateurs (personnels enseignants, d'encadrement, administratifs, techniques, de santé) que nous sommes ont pleinement conscience des responsabilités qui sont les leurs... **Sans doute** aussi parce que les conditions dans lesquelles nous accomplissons au quotidien nos missions de service public demandent qu'on se mobilise pour elles maintenant, sachant qu'il en va ni plus ni moins que de nos capacités à accueillir, à former, à soutenir autant que nécessaire les jeunes qui nous sont confiés... afin d'en faire de futurs professionnels et au-delà des citoyens éclairés en cette période où l'obscurantisme frappe. Et **sans doute** enfin, parce que renoncer à cette initiative militante, ce serait donner raison à ceux qui par la terreur entendent que tout s'arrête dans notre démocratie, une démocratie sociale dans laquelle l'action syndicale doit prendre toute sa part, y compris dans le sursaut républicain qui s'impose. Alors oui, les personnels de l'Enseignement Agricole Public seront dans l'action le mardi 24 novembre.

Ainsi, en dépit d'une communication ministérielle « enthousiaste et satisfaite », les personnels, ont vécu une toute autre rentrée et constatent la poursuite de la politique d'austérité qui touche toutes les missions de service public, y compris celle de l'enseignement et de la formation agricole. De fait, la priorité à l'Enseignement Agricole Public fait toujours défaut, nos établissements ne scolarisant plus que 34% des élèves... Pour nous, les sujets d'inquiétudes sont nombreux :

- réduction des places offertes dans le public sans prise en compte de l'augmentation de la population scolaire et donc refus d'élèves voulant s'inscrire dans nos formations,
- conséquences de la mise en œuvre forcée de la réforme territoriale sur notamment la carte des formations professionnelles, sur le maillage de nos établissements dans les territoires ruraux, ou encore sur l'organisation des examens,
- augmentation des contrats précaires et pression sur les conditions de travail des agents contractuels sur budget,
- mise en péril financière de nos établissements de proximité à taille humaine, avec des pressions sur les dotations en personnels administratifs, techniques, de laboratoire et de santé,
- fragilisation de la formation continue et par apprentissage par la mise en concurrence et par la centralisation par les régions de la perception de la taxe d'apprentissage,
- effets pervers de la réforme de la voie de la réforme professionnelle avec plus aucune classe passerelle permettant un parcours en quatre ans et une baisse continue des crédits dits d'individualisation...
- déficit de moyens et de volonté en matière de formation continue (pour la mise en œuvre du Plan sur les Valeurs de la République en particulier ou encore pour la formation des AVSI dans l'Enseignement Agricole).

L'Intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public, CGT FO FSU SUD, qui représente 70% des personnels (élections professionnelles de 2014) appelle donc les collègues de l'Enseignement Agricole Public à se mobiliser et à organiser des actions le mardi 24 novembre 2015 dans toutes les régions.

Cette journée d'action permettra de faire connaître la réalité de la situation du service public de l'enseignement et de la formation agricole avec, le matin, l'interpellation des autorités académiques (Direction Régionale de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt) et, toute la journée, des entretiens avec l'ensemble des candidats républicains aux élections régionales.

Paris le 20 novembre 2015

Contacts presse :

Frédéric Chassagnette - SNETAP FSU 06 64 54 64 45

Thierry Jacob - SYAC CGT 06 86 35 46 73

Michel Delmas - SNERMA FO 06 80 43 31 73

Eric Guillaud - SUD Rural Équipement 06 44 00 75 15